

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

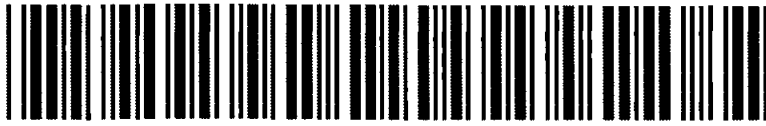
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 15023

Numéro SIREN : 851 223 990

Nom ou dénomination : 2KF EXOTIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 31/05/2019 sous le numéro de dépôt 62806



1910058103

DATE DEPOT : 2019-05-31
NUMERO DE DEPOT : 2019R062806
N° GESTION : 2019B15023
N° SIREN : 851223990
DENOMINATION : 2KF EXOTIQUE
ADRESSE : 12 rue Poulet 75018 Paris
DATE D'ACTE : 2019/05/20
TYPE D'ACTE : LS
NATURE D'ACTE :

Dénomination : **ZKF EXOTIQUE**
 Forme juridique et capital : **SASU - 1500€**
 Siège social : **12 Rue Paullet
 75018 PARIS**

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Capital : **1500€**
 Nombre d'actions : **150**
 Valeur nominale : **10€**
 Libération : **Immédiate**

Nom, prénom, adresse des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Valeur nominale des actions souscrites	Montants des versements
Nom, prénom, adresse : FOFANA Epina KONE KARIDJA	150	10€	1500€
Nom, prénom, adresse :			
Nom, prénom, adresse :			
Nom, prénom, adresse :			
Nom, prénom, adresse :			
Total des actions souscrites	150		
Total des versements			1500€

Le présent état qui constate la souscription de **150** actions de la société **ZKF EXOTIQUE** ainsi que le versement de la somme de **1500** € correspondant à la totalité du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par M^{me} **FOFANA Ep. KONE Karidja** fondateur.

Fait à **Paris**
 le **20/05/2019**
 en un exemplaire





1910058102

DATE DEPOT :	2019-05-31
NUMERO DE DEPOT :	2019R062806
N° GESTION :	2019B15023
N° SIREN :	851223990
DENOMINATION :	2KF EXOTIQUE
ADRESSE :	12 rue Poulet 75018 Paris
DATE D'ACTE :	2019/05/16
TYPE D'ACTE :	CERTIFICAT
NATURE D'ACTE :	ATTESTATION BANCAIRE



Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CIC ARCUEIL, BOITE 450 CENTRE COMMERCIAL LA VACHE NOIRE 94748 ARCUEIL CEDEX déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 1 500 €.

MME KARIDJA KONE, représentant de la société 2KF EXOTIQUE S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 12 RUE POULET 75018 PARIS, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
KONE KARIDJA	150	1 500 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

30066 10883 00020345401 51

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 16 mai 2019

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

JST14

Arnaud PERRAUT
Chargé de clientèle Particulier
arnaud.perraut@cic.fr



1910058101

DATE DEPOT : 2019-05-31
NUMERO DE DEPOT : 2019R062806
N° GESTION : 2019B15023
N° SIREN : 851223990
DENOMINATION : 2KF EXOTIQUE
ADRESSE : 12 rue Poulet 75018 Paris
DATE D'ACTE : 2019/05/13
TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS
NATURE D'ACTE :

UASLI 13.05.2019 PZ
CA 16.05.2019 AT
LS 20.05.2019

19B15023

Greffé du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

31 MAI 2019

Sous le N° : R62901



2KF EXOTIQUE

Société par Action Simplifiée Unipersonnelle au capital de 1500 €

Siège social : 12 Rue Poulet 75018 Paris.

En cours d'immatriculation au RCS de PARIS

STATUTS CONSTITUTIFS

1

KK

Madame FOFANA épouse KONE KARIDJA, né le 30/12/1970 en Côte d'Ivoire de nationalité ivoirienne, demeurant 45 rue de Tourtille - 75020 Paris, propriétaire de 150 actions de la société, a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qu'elle a décidé d'instituer.

Le 13 mai 2019

Signature



2

FK

TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL – DURÉE

Article 1 : FORME

IL est constitué par les présentes, sous la forme d'une Société par actions simplifiée, une Société qui sera régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur notamment les dispositions des articles L.227-1 et suivants du code de commerce ainsi que par les présents statuts (la « société »)

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de ses titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et II de l'article L.411.2 du code monétaire et financier.

Article 2 : OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger directement ou indirectement :

- Commercialisation de tous produits non réglementés ainsi que tout type d'articles africains tel que tissus , vêtements, bijoux fantaisie ou issus de l'artisanat africain, maroquinerie africaine, chaussures ;
- Coiffures, tresses, vente de mèches et de produits alimentaires non réglementés africains.
- Frêts maritimes et aériens.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles de faciliter la réalisation et le développement de l'objet social sus-indiqué et ce en tout pays.

La Société peut agir, en tout pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3 : DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination : 2KF EXOTIQUE. /

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée

ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle » ou des initiales « S.A.S.U »

Le sigle de la société est : 2KF.

ARTICLE 4 : SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Société est établi à l'adresse suivante : 12 rue Poulet 75018 Paris. ✓

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du même département, d'un département limitrophe où partout ailleurs en France par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts de la société en conséquence, et à l'étranger par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 : DURÉE

La Société est constituée pour une durée de 99 ans. Elle pourra cependant être prorogée ou dissoute dans les cas prévus par la loi ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 : APPORTS

À la constitution, le soussigné fait apport à la société d'une somme totale de mille cinq cents euros (1500 €) correspondant à 150 actions d'une valeur nominale de 10€.

Les actions ont été souscrites et libérées en totalité.

Les fonds correspondants ont été déposés sur le compte ouvert au nom de la société en formation à la banque CIC –Crédit Industriel et Commercial, Agence Arcueil/la Vache Noire, Centre Commercial La Vache Noire – Boite 450, place de la Vache Noire – 94748 Arcueil Cedex.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital s'élève à mille cinq cents euros (1500 €). Il est constitué de 150 actions ayant chacune une valeur nominale de 10 €. Il peut être réduit ou augmenté par décision de l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Les actions sont entièrement libérées.

ARTICLE 8 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi. À la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société. Les attestations en compte sont valablement signées par Le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 9 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats de la société où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions sociales.

Chaque action dispose d'un droit de vote.

ARTICLE 10 : LIBÉRATION DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi. A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société. Les attestations en compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 11 : MODALITÉS DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de virement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit «registre des mouvements de titres »

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les dix jours (10 jours) qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par Le cédant ou son mandataire.

La transmission d'actions à titre gratuit s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-avant.

Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire sauf convention contraire entre le cédant et le cessionnaire.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital sont négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation du capital, c'est-à-dire dès la date d'établissement du certificat du dépositaire des fonds ou des commissaires aux comptes.

Les actions d'apport sont négociables dès la date de la décision du ou des associés ayant approuvé les apports.

ARTICLE 12 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 18 ci-après, au vu du rapport du Président.

Le ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'associé unique ou la collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit par

conversion d'obligations. Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission

Le ou les associés peuvent aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

TITRE III - DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 : LA PRÉSIDENTE

La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « Président »), personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision de l'associé unique si la société est unipersonnelle ou, si La Société est pluripersonnelle, par décision collective des associés adoptée à la majorité simple des associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote.

Le premier Président de la Société est madame FOFANA épouse KONE Karidja, né le 30 décembre 1970 en COTE D'IVOIRE, demeurant 45 rue de Tourtille 75020 Paris. ✓

Le premier président est nommé pour une durée indéterminée.

En cas de décès ou de démission, il est immédiatement pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. En cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 3 mois, il est également pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. Le Président remplaçant est désigné par le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur ou jusqu'au retour du Président empêché. En cas de décès de l'associé unique assurant les fonctions de Président, son remplaçant sera nommé par les ayants droits de l'associé unique.

Conformément à la loi, le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par Les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président est sans effet à l'égard des tiers.

7

FK

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés sans préavis, ni indemnité d'aucune sorte et sans avoir à en justifier.

Le président peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'associé unique ou décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou à la fois fixe et proportionnel.

En outre le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

ARTICLE 14 : DIRECTION GÉNÉRALE

Le Président peut nommer, renouveler ou mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs directeurs généraux (le « Directeur Général » ou Les « Directeurs Généraux »), personnes physiques ou morales, investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Le président peut éventuellement fixer Les domaines et les limitations de pouvoirs du Directeur Général.

En cas de décès ou de démission, il peut être pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois (3 mois), il est pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général peut conserver ou non son mandat par décision du nouveau Président.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'associé unique ou décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou à la fois fixe et proportionnel.

En outre, Le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

ARTICLE 15: COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société désignera, par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants en cas de dépassement des seuils prévus par la loi. Les commissaires aux comptes titulaires ou suppléants sont nommés pour une durée de six exercices (6 exercices). Ils sont rééligibles.

Tout associé pourra demander à la Société de charger le commissaire aux compte ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la Société elle-même, soit dans ses filiales.

ARTICLE 16 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, SES ASSOCIÉS OU DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'a pas été désigné, Le Président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ou s'il s'agit d'une société associée, la société contrôlant au sens de l'article L.233-3 du code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président de la Société et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président ou le Directeur Général, le cas échéant, doit aviser Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un des conventions réglementées visées au premier paragraphe ci-dessus intervenues au cours de l'exercice ou au cours d'exercices antérieurs et qui se sont poursuivies au cours du dernier exercice, dans le délai d'un mois (1 mois) à compter de la clôture de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé peut en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la Société, autre qu'une personne morale, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle Leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 17 : COMITÉ D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du code du travail, Les représentants du personnel délégués par le comité d'entreprise exercent, Le cas échéant, les droits définis aux articles L.2323-62 à L.2323-67 du code du travail auprès du Président

TITRE IV - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OÙ DES ASSOCIÉS

ARTICLE 18 : DÉCISIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSOCIÉ UNIQUE ET DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

18.1 Conformément à l'article L.227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L.227-13, L.227-14, L.227-16 et L.227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés

18.2 L'associé unique, ou les associés statuant à la majorité simple des associés présents ou représentés, (sauf en ce qui concerne les décisions collectives résultant du consentement de tous Les associés) est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre Les décisions suivantes :

- L'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital et toute émission de valeurs mobilières par la Société ;
- Toute fusion, scission où tout apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution de la Société ;
- La nomination des commissaires aux comptes ;
- L'approbation des comptes annuels ;
- Tout paiement de dividendes ou toute autre distribution ;
- La transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- L'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la société ;
- Toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;
- La nomination, la révocation, le renouvellement et Le remplacement du Président, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;
- L'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;
- La nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la société ;
- La prorogation de la Société.

18.3 Chaque associé à un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'il détient.

18.4 : DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les présents statuts à la collectivité des associés. Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou de l'associé unique lui-même. Lorsque la décision de l'associé unique est sollicitée par le Président non associé, et sauf renonciation par écrit de l'associé unique, une convocation est adressée par tous moyens, à l'associé unique par le Président deux (5) jours au moins avant la réunion projetée : cette convocation porte indication des points devant être soumis à la décision de l'associé unique. En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'associé unique.

18.5: MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

- Les associés sont convoqués par la Présidente à son initiative ou sur la demande de l'un des associés.
- Les associés délibèrent collectivement, sans condition de quorum. Les décisions collectives sont prises soit en assemblées, soit par consultation écrite, au choix du Président ou de l'initiateur de la consultation.
- La Présidente convoque les associés par lettre simple ou télécopie ou courrier électronique ou par oral trois (3) jours à l'avance, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation et sauf renonciation par les associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des associés.
- Chacun des associés peut désigner le représentant de son choix (associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.
- Les assemblées générales des associés se réunissent au siège social de la Société (ou en tout autre lieu déterminé dans la convocation). Les assemblées sont présidées par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. À défaut l'assemblée désigne elle-même son Président.
- Un procès-verbal des décisions des associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président dans les meilleurs délais, quel que soit le mode de consultation choisie : ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire choisi par l'associé (autre que le Président) représentant l'associé détenant le plus grand nombre d'actions.
- Toute décision de la compétence des associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des associés.

**TITRE V - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET
RÉPARTITIONS DES RÉSULTATS**

ARTICLE 19 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine Le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation et se terminera le 31 décembre 2019.

ARTICLE 20 : COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

À la clôture de chaque exercice, la Présidente dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

IL est procédé même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

La présidente établit le rapport de gestion à présenter à l'associé unique ou aux associés contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 21 : AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS.

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices ou pertes de l'exercice.

Sur Les bénéfices de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5% au moins, pour constituer le fonds de réserve légale : ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le dit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque. la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué à l'associé unique ou aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque Les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

11 La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportée à nouveau, pour être imputée sur Les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 : MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES-ACOMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant sur les comptes a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions de la Société.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, à défaut, par la Présidente.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis, la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements ou provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. C'est la Présidente qui a qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par décision du ou des associés sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder (3) mois, par décision de la Présidente, en cas d'augmentation du capital.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans (5 ans) de leur mise en paiement sont prescrits.

FK

TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 23 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Présidente est tenue, dans les quatre mois (4 mois) qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans Les deux cas, la décision du ou des associés est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice, la dissolution de la Société. Il en est de même si Le ou les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, Le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 : DISSOLUTION -- LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des associés statuant à la majorité.

Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la Société est toujours unipersonnelle, la dissolution entrainera la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Si l'associé unique est une personne physique, il doit désigner un liquidateur, qui peut être lui-même ou un tiers.

Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraine La liquidation de la Société dans Les conditions définies par la loi.

TITRE VII – CONSTESTATIONS

ARTICLE 25 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la société et Le ou les associés, soit entre les associés eux- mêmes à propos des affaires sociales seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

À cet effet, en cas de contestation, tout associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. À défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur Le Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance du siège social.

Fait à Paris.

Le 13 Mai 2019.

Signature /

